

ELECTIONS PRESIDENTIELLES



**QUEL QUE SOIT LE VAINQUEUR
IL SERA AU SERVICE DU CAPITAL**

**LE CHANGEMENT PASSE PAR LES LUTTES ET PAR
LA CONQUÊTE DU POUVOIR PAR LES TRAVAILLEURS**

Depuis le 18 mars, on sait qui va concourir pour le titre de Président de la République. Après la sinistre comédie des « primaires » marquée par les scandales et les reniements, ils sont onze. On les connaît tous, eux et leurs soutiens.

FILLON, MACRON, HAMON et MELENCHON ont tous participé avec des responsabilités diverses aux gouvernements de droite et de gauche qui alternent au pouvoir politique depuis plus de vingt ans. Aucun n'a agi pour satisfaire les revendications et les aspirations de la classe ouvrière, des exploités et des laissés pour compte de la société. Toutes les lois édictées par leurs gouvernements ont servi les intérêts du capital. Tous ont soutenu les politiques répressives ici en France et les politiques de guerre ailleurs, en Afrique et au Moyen Orient notamment. Ces politiciens-là, de droite radicale comme Fillon, social-libéral comme Macron, du parti socialiste comme Hamon ou d'un parti dit social-démocrate de gauche comme Mélenchon ne sont pas et ne peuvent pas être des candidats du prolétariat et des couches populaires de France. Ils cherchent des solutions dans la société capitaliste et veulent renouer le pouvoir du capital au sein d'une VIème république.

Marine le Pen, avec un discours démagogique vers les travailleurs est le candidat de l'extrême droite. Elle représente les couches de la bourgeoisie nationale fragilisées par la mondialisation et qui rêvent de protéger l'impérialisme français et de lui redonner un rôle conquérant dans le monde. Son discours politique chauvin, xénophobe vise à éloigner de la lutte de classe les couches du peuple les plus délaissées par les gouvernements successifs de droite et de gauche.

En politique extérieure, aucun des « grands » candidats ne s'oppose à la politique de l'impérialisme français au service du pillage des néo-colonies en Afrique, au Moyen Orient et ailleurs. Aucun ne propose de rapatrier les troupes françaises des pays où elles sont stationnées et où elles interviennent militairement. Sous prétexte de défendre la démocratie, les trotskystes soutiennent des mouvements soutenus, voire fomentés, par les pays impérialistes parmi lesquels la France.

ALORS ? Face à ce constat, qui choisir parmi cette brochette d'ennemis déclarés ou de faux amis ? Faut-il choisir celui qui paraît le moins pourri, pour « faire son devoir électoral » ? C'est ce que souhaitent tous les agents politiques du capital et les médias à leur solde.

Aucun candidat ne pose véritablement la question du pouvoir, pas mêmes les candidats trotskistes qui se bornent aux revendications dans le cadre du système et sont contre un pouvoir des travailleurs, une dictature du prolétariat. A qui appartient le pouvoir aujourd'hui dans la société ? Il appartient clairement au capital, aux grandes entreprises. C'est une dictature de la bourgeoisie monopoliste publique et privée. L'Etat est un « *pouvoir spécial de répression exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie, contre des millions de travailleurs par une poignée de riches* » (Lénine) . Ainsi, ce n'est pas en changeant de président ou de majorité que la domination du capital sera limité.

Le ROCML, n'est pas opposé systématiquement à toute participation aux élections, quand elles peuvent faire progresser le mouvement ouvrier révolutionnaire vers ses objectifs stratégiques. Ce n'est pas le cas actuellement. Il n'existe pas dans ces élections de candidat communiste porte-parole d'un mouvement ouvrier organisé dans une perspective révolutionnaire, celle de la conquête du pouvoir par le prolétariat, le renversement de l'ordre capitaliste et la construction du socialisme-communisme.

En l'absence d'un mouvement ouvrier politique révolutionnaire et faute d'existence d'un véritable parti communiste à la tête de ce mouvement, la participation aux élections ne peut que renforcer les illusions sur la démocratie bourgeoise.

Alors que faire ? Ne pas croiser les bras mais au contraire combattre pour une rupture révolutionnaire. C'est comme cela que nous pourrions empêcher les idées réactionnaires, les mesures antipopulaires de se développer.

La lutte doit se développer à partir des moyens qui existent. Les batailles à mener existent et elles doivent permettre la coordination des différents secteurs en lutte. C'est en renforçant le front des luttes, en liant les différentes luttes pour en faire une seule force, un seul centre politique que le combat pour une rupture révolutionnaire pourra se développer. Défendre les intérêts ouvriers et populaires n'est pas une tâche aisée, car cela nécessite d'aller à contre-courant de la politique des partis institutionnels et bourgeois, à l'encontre de l'opinion majoritaire, Mais il n'y a pas d'autre alternative, ni d'autre chemin Si nous voulons résister aux offensives du capital contre la classe ouvrière et le peuple .

Le chemin de la révolution n'est pas un seul acte. Nous devons renforcer nos liens avec le prolétariat et les couches populaires en lutte, construire l'organisation politique des travailleurs indépendamment de toutes les forces bourgeoises et du capital.

Il y a 100 ans, les communistes russes ouvraient la voie à une véritable alternative pour le camp des travailleurs. Aujourd'hui, encore, l'expérience de la première révolution communiste victorieuse, la révolution d'octobre résonne encore et nous montre le chemin de la lutte.

MOBILISONS NOUS CONTRE LES ATTAQUES DU CAPITAL ET LES MESURES ANTI-POPULAIRES !

COMBATTONS LA RÉPRESSION QUI S'ABAT SUR LES OUVRIERS QUI LUTTENT ET SUR LA JEUNESSE DES QUARTIERS POPULAIRES !

OPPOSONS NOUS AUX GUERRES IMPÉRIALISTES ET A LA MILITARISATION DE LA SOCIÉTÉ !

QUE LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRES, LES JEUNES, LES FEMMES DU PEUPLE S'UNISSENT ET DÉVELOPPENT UNE FORCE INDÉPENDANTE POUR EN FINIR AVEC LE CAPITALISME !

A BAS LE CAPITALISME ! VIVE LE SOCIALISME-COMMUNISME !

Barbarie policière à Aulnay-sous-Bois : la vraie nature de l'Etat bourgeois

Le jeudi 2 février 2017 un homme de 22 ans a été victime, sans aucune raison, d'une violence insoutenable de la part de quatre policiers. Ces derniers ont inséré une matraque dans le fessier du jeune homme, provoquant des blessures graves : une lésion du canal anal de dix centimètres de profondeur qui lui vaut, à ce stade, soixante jours d'interruption totale de travail. La scène a été filmé et ne laisse guère de doutes quant à la nature barbare de cet acte.

Cependant la machine de la désinformation est déjà en marche. Le parquet de Bobigny qui avait ouvert une information judiciaire le samedi 4 février pour « *viol en réunion par personnes dépositaires de l'autorité publique* » a requalifié le lendemain les faits, pour trois des policiers, en « *violences volontaires en réunion avec arme par personnes dépositaires de l'autorité publique* ». La justice bourgeoise accrédite déjà la thèse ridicule que le pantalon de la personne interpellée aurait glissé « tout seul » et que le policier n'avait pas l'intention de frapper à cet endroit !

Nous savons déjà comment cette histoire risque de se terminer. Comme dans l'affaire Adama Traoré la justice se contentera d'adresser un blâme ou de blanchir les auteurs des faits. L'impunité des forces de police dans ce genre d'affaire est à la fois révoltante et révélatrice de la nature de l'appareil sécuritaire : le rôle de toute police, en pays capitaliste, est fondamentalement de protéger, non pas les citoyens, mais l'ordre social bourgeois injuste et inégalitaire. Sa mission implique donc de museler la voix des opprimés et de leur faire sentir qu'il est vain de se révolter, y compris aux moyens d'exactions, de brimades quotidiennes (comme les contrôles « au faciès » qui empoisonnent la vie quoti-

dienne de la jeunesse populaire), de meurtres ou de viols. Pour preuve l'utilisation par les policiers de tir à balles réelles lors des nuits suivantes à Aulnay pour disperser les « émeutiers ».

La « lune de miel » entre la police et le peuple, vendue par les médias, depuis les attentats de Charlie Hebdo s'était déjà émoussée avec la violence de la répression lors du mouvement El-Khomri. Les bavures policières récurrentes et l'absence de justice pour les victimes démontrent qu'il ne faut pas « embrasser un flic » mais dénoncer et combattre sans répit les violences policières qui sont l'expression de la domination de la bourgeoisie sur l'ensemble de la société.

Assez de l'impunité des forces de répression !

Solidarité totale à Théo, à Adama Traoré et à toutes les victimes des violences policières !

Renforçons la lutte et l'organisation contre cet ordre bourgeois injuste et inégalitaire



SOMMAIRE

Page 2: Editorial, Les travailleurs n'ont rien à espérer des partis intégrés aux institutions démocratiques bourgeoises

Page 3: Barbarie policière à Aulnay-Sous-Bois, la vraie nature de l'Etat bourgeois

Pages 4-5: Les élections de 2017. Un moment important pour la bourgeoisie. Déclaration commune Présidentielles.

Pages 6-7: Le revenu universel, une entourloupe au service du capitalisme

Pages 8-9 : Jeunesse. Exploitation et précarité dans la jeunesse populaire. La jeunesse en quête du communisme.

Pages 10-11: Lutte de classe. Grève victorieuse sur le chantier Vinci RATP. La mobilisation a payé

Pages 12-13: Le protectionnisme. Le protectionnisme de Trump, défendre l'oligarchie US. Et en France?

Pages 14-15: Célébrer le centenaire de la révolution d'octobre, c'est appliquer ses enseignements

Page 16: Grève générale en Guyane contre l'Etat français

Les élections moment important pour la bourgeoisie pas pour les travailleurs

Pour la première fois dans l'histoire récente de la République la campagne électorale ne se déroule pas sans risque pour la domination politique de la bourgeoisie sur les travailleurs et sur la société.

La République démocratique est la « meilleure forme politique possible du capitalisme » « la forme accomplie de la domination de la bourgeoisie » en tant que classe sur les autres classes sociales, pour la domination du capital sur le travail. « Le capital y assoit son pouvoir si solidement, nous dit Lénine, « que celui-ci ne peut être ébranlé par *aucun* changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise ».

Les autres formes d'Etat, autocratique, dictature militaire ou monopolisation du pouvoir par une fraction donnée de la bourgeoisie qui réduisent les droits démocratiques se sont révélées un frein à la libre concurrence des capitaux et entraîné la révolte des peuples, le « printemps arabe » en est l'illustration récente.

En même temps, un autre aspect de la République bourgeoise est qu'elle est le terrain » ou « la lutte de classe se débarrasse de ses dernières entraves et où se prépare son terrain de lutte » . Dans cette République Démocratique la bourgeoisie ne peut gouverner sans l'appui des travailleurs et le système électoral est une pièce maîtresse pour assurer à la bourgeoisie la domination politique des travailleurs en assurant la direction des affaires de l'Etat.

Ainsi les « citoyens », quelle que soient leur origine de classe sont appelés régulièrement à élire « démocratiquement » (du point de vue bourgeois) leurs représentants et à leur déléguer tout pouvoir pour un certain nombre d'années jusqu'aux prochaines échéances électorales.

Dans ce système, dans toutes les démocraties modernes bourgeoises sont réalisées les conditions véritables de la domination de classe bourgeoise toute entière deux partis luttant pour avoir le pouvoir et devenant à tour de rôle gouvernement et opposition. En France c'est le système de l'alternance, deux grands partis dits de gouvernement, l'un à droite de l'échiquier politique, l'autre à gauche. Tous les deux, quelle que soit la politique plus ou moins sociale menée, se partagent le pouvoir et restent des gérants loyaux du capitalisme selon les paroles de Léon Blum dirigeant de la SFIO (ancêtre du PS).

Mais l'aggravation des contradictions du système capitaliste, la concurrence internationale, la difficulté de valorisation du capital, surtout depuis la crise de 2008, ont conduit les gouvernements de droite puis de gauche à s'en prendre aux conditions de vie des travailleurs. Conséquence, la lutte de classe s'est radicalisée en témoigne la longue lutte nationale contre la loi travail. Le rejet des politiciens corrompus s'est amplifié, « le parti » de l'abstention est devenu le premier parti de France et

les contradictions entre les personnels politiques plus ou moins représentatifs de fractions de la bourgeoisie se sont développées.

On peut en juger sur les divergences de politique internationale, sur l'attitude envers Moscou, Pékin, dans le conflit syrien..., sur la loi travail. Des regroupements à la droite du Parti républicain et à la gauche du PS ont grandi en influence et menacent le système d'alternance entre le parti LR et le PS. Des tentatives de recomposition de pôles attractifs à droite comme à gauche sont en cours. Et en particulier une opération de revalorisation de la social-démocratie dans le PS ou en dehors se profile (Mélenchon, Hamon). La décomposition des partis de gouvernements conduit à déplacer les frontières entre droite gauche et extrême droite mais en préservant le système d'alternance nécessaire.

Maintenir parmi les travailleurs l'illusion que c'est par les élections qu'ils peuvent agir politiquement et choisir « démocratiquement », en toute liberté un candidat qui mènera une politique en leur faveur, est vital pour la bourgeoisie. Aussi elle voit avec effroi la machine électorale se gripper, ce qui peut ébranler sa domination politique en dévoilant le caractère fictif de « leur démocratie »

Le système des primaires, inspiré plus ou moins du système américain a été mis en place pour tenter de redonner plus d'intérêt aux élections présidentielles. Il a pu donner l'illusion que le « peuple de droite et de gauche » peuvent choisir librement, démocratiquement leur candidat mais en fait il a révélé toutes les turpitudes des principaux partis de la bourgeoisie.

Mais peu importe pour la classe dominante qu'un grand nombre de travailleurs n'aille plus voter (car contrairement à ce qui est dit ils ne se tournent pas massivement vers le FN, mais s'abstiennent). En effet l'abstention aujourd'hui est une forme de rejet de la politique en général, de passivité politique et ne conduit pas à une prise de conscience anticapitaliste et cela la bourgeoisie s'en accommode parfaitement. Ces abstentionnistes sont mis au banc de la société, ce sont de mauvais citoyens qui ne doivent pas se plaindre puisqu'ils n'ont pas voté !

La situation objective ne joue plus en faveur de la bourgeoisie, les fissures du système électoral en sont le reflet. Il est fini le temps où elle pouvait faire des concessions aux travailleurs en utilisant le courant réformiste social-démocrate pour faire illusion. Elle n'en a plus les moyens et bien au contraire elle n'a d'autre issue que de renforcer l'exploitation des prolétaires, de renforcer la dictature du capital. Quel que soit le candidat qui sera porté aux plus hautes responsabilités de la République, les travailleurs n'auront d'autre choix que de se battre. Et dans cette lutte, ils prendront conscience, qu'ils n'ont d'autre alternative que de prendre le pouvoir en tant que classe et instaurer leur République socialiste. Les véritables communistes en participant à ces luttes ont pour devoir de faire que cette alternative devienne l'objectif des éléments les plus combattifs de la classe.

DÉCLARATION COMMUNE SUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

Le Collectif Défense et le ROCML ont signé ensemble cette déclaration sur les élections en vue d'organiser une réunion publique à Paris le 7 avril autour des élections présidentielles. Cette invitation avait été envoyée à toutes les organisations communistes marxistes-léninistes présentes en France. En voici quelques extraits. Vous pouvez retrouver cette déclaration en entier sur notre site.

RÉSOLUTION

(...)

La République bourgeoise est une démocratie pour une classe.

Le système bourgeois ne pratique point la démocratie populaire. Les électeurs n'ont aucun moyen de destituer un élu s'il ne respecte pas ses promesses sociales. Quand sa domination est en danger, la bourgeoisie n'hésite pas à violer ses propres règles « démocratiques ». Des expériences historiques dramatiques nous le rappellent, au Chili d'Allende, en Indonésie en 1965 où une répression sanglante a coûté de la vie de plusieurs milliers de communistes. Plus récemment, le diktat de l'Europe sur la Grèce avec la complicité de SYRIZA sont d'autres exemples de la dictature de la bourgeoisie. Par ailleurs, on se souvient des dernières utilisations du 49.3 pour passer outre l'opposition d'une majorité de la population. **La démocratie ne doit plus se restreindre à un élitisme électoral de classe ; c'est pourquoi nous rejetons le présidentielisme qui conforte le crétinisme électoral et parlementaire.** Dans tous les pays dits « démocratiques », quand les luttes deviennent une menace pour sa domination, l'Etat réagit par la répression : chasse aux communistes aux USA en 1930, en France interdiction de certaines organisations révolutionnaires en 1968, aujourd'hui répression dans plusieurs pays de l'U.E., en Ukraine, en Turquie, ... Nous rejetons aussi la « 6è République » prônée par Hamon et Mélenchon qui offrent des institutions nouvelles au capitalisme. Il faut une révolution socialiste, seul moyen pour les travailleurs d'avoir le pouvoir dans une société socialiste dirigée par les organisations du prolétariat, et où l'Assemblée ne peut ni ne doit décider sans celles-ci.

S'organiser pour lutter

La lutte de classe se mène par de multiples moyens : de la pétition à la grève générale, et, moyen suprême, la révolution qui permet d'arracher le pouvoir à la classe exploiteuse. Nous n'avons aucune illusion sur la possibilité de satisfaire les revendications par la voie parlementaire. Par contre les communistes révolutionnaires n'hésitent pas à utiliser tous les moyens de lutte possibles, y compris la lutte parlementaire, pour renforcer celles des travailleurs. Mais le communiste insiste : la nécessité de conquérir l'indépendance politique du prolétariat est à l'ordre du jour. C'est dans cet esprit que différentes forces communistes entendent agir ensemble et poser les fondements pour que le prolétariat ait son propre parti. Nous agissons pour que la classe ouvrière

et les couches populaires comptent sur leurs propres forces et s'organisent politiquement pour mener la lutte pour leur objectif stratégique (arracher le pouvoir à la bourgeoisie) et les objectifs de lutte immédiats comme :

-L'Abrogation des lois réactionnaires (lois Rebsamen, Macron, El Khomri...)

-Le droit de vote pour les populations dites immigrées, la protection des réfugiés, la solidarité internationale. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

-Pour que tous les droits démocratiques et syndicaux qui ont été bafoués soient rétablis. Les militants syndicaux et progressistes poursuivis doivent être relaxés et libérés sans condition ! Libération de tous les prisonniers politiques !

-Contre les discriminations et la violence contre la jeunesse des quartiers populaires.

-Pour la retraite à 60 ans pour tous !

-Non aux guerres et aux interventions impérialistes de la France.

Pour s'opposer au racisme, à la xénophobie, au chauvinisme, il faut combattre toutes les politiques protectionnistes, souverainistes, qui nient le caractère impérialiste de la France, qu'elles soient portées par le FN ou tout autre parti. Il faut lutter contre la dépolitisation des travailleurs, pour qu'ils mènent une action politique indépendante de celle de la bourgeoisie. N'oublions pas que tant que le capitalisme ne sera pas renversé, aucune revendication des travailleurs ne peut être acquise définitivement.

Le capitalisme est incapable d'assurer les besoins élémentaires de la population en matière de logement, d'éducation, de santé, de fournir un travail à chacun. Seule une société socialiste, basée sur la propriété collective des grandes entreprises, le pouvoir des travailleurs et de ses alliés, la planification démocratique tenant compte de la préservation de la nature, peut satisfaire les revendications. La Commune de Paris en 1871 et la Révolution d'Octobre 1917, dont on fête cette année le 100è anniversaire, la construction du socialisme en URSS, ont démontré qu'une autre société est possible et nécessaire, pour être édiflée, le renversement du capitalisme par la révolution.

Organisons-nous dans un véritable parti communiste !

Vive le socialisme ! À bas le capitalisme !

Collectif Défense : Collectifdefense@gmail.com
ROCML : roc.ml@laposte.net

COLLECTIF «DEFENSE»

ORGANISATION OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE



ROCML

Le revenu universel Une entourloupe au service du capitalisme

Le revenu universel, c'est la proposition qui a permis à Benoit Hamon de sortir vainqueur de la primaire socialiste. Depuis, ce « revenu » occupe une place importante dans le débat et rallie autour de lui des personnalités étonnantes, de Christine Boutin, la championne du mariage pour tous, à EELV et certains militants des Nuits Debout. Le revenu universel de Benoit Hamon, questionne une partie de la société et du mouvement ouvrier et populaire. Pourtant, cette proposition alléchante si elle était appliquée, se retournerait contre les travailleurs, tout au bénéfice du capital.

D'où vient l'idée du revenu universel ?

Cette idée du revenu universel trouve sa source sous diverses formes dans les conceptions de penseurs, de Thomas More à Fourier, que Marx a caractérisées comme socialisme utopique. Souvent, ces écrivains constataient les injustices du capitalisme et proposaient des solutions idéalistes sans rapport avec les réalités et les fondements du système capitaliste.

Aujourd'hui, réactualiser ces idées du socialisme utopique comme le fait Benoît Hamon ou d'une autre manière, et de façon plus radicale, Bernard Friot est un moyen de dévoyer la lutte de classe sur des illusions. Marx a souligné cet aspect des théories type revenu universel dans le Manifeste du Parti communiste. Elles « *veulent remplacer les conditions historiques de l'émancipation par des conditions tirées de leur imagination* » (Marx K., *Le manifeste*).

Ces auteurs utopistes pensent qu'il est possible d'éradiquer la pauvreté, d'émanciper les travailleurs sans abolir les conditions qui créent cette pauvreté, le capitalisme. Les socialistes utopiques du XIXème siècle critiquaient tout au plus certains aspects du capitalisme. De ce point de vue, l'idée du revenu universel, même s'il est réactionnaire dans son application porte en lui une

critique du capitalisme. Par exemple, Hamon met en avant le fait que son revenu universel permettrait de s'émanciper puisque non lié à un travail salarié. Il « *souhaite mettre à profit la transition numérique et écologique en cours pour changer de logiciel, revendique une société "post-croissance" où le travail, se faisant rare, devra être partagé. Et où les gens ne s'en porteront que mieux, libérés de leur asservissement à un travail susceptible de "coloniser des vies et broyer des personnes* » (l'express). Cependant, le revenu universel met-il un terme au travail salarié, c'est-à-dire à l'exploitation capitaliste ? Non, contrairement à ces illustres prédécesseurs du socialisme utopique qui recherchaient un autre régime économique, Benoit Hamon reste bien dans le cadre du système actuel. Sa mesure n'est pas révolutionnaire. C'est seulement une rustine sur une société qui crève sous le poids du profit. Elle ne vise pas à régler les problèmes à la racine : les causes du chômage et de la pauvreté. Au contraire, elle n'agit que sur les conséquences du chômage, des inégalités induites par le système capitaliste.

Si au départ, au XIXème siècle, « *les auteurs de ces systèmes étaient encore révolutionnaires, leurs disciples ne forment plus en revanche que des sectes réactionnaires (...)* **Ils cherchent donc obstinément à émusser la lutte des classes et à apaiser les antagonismes** » (Marx, *Manifeste*). L'idée du revenu universel est donc une utopie, un rêve irréaliste dans ce système économique, destiné à faire croire aux travailleurs qu'il est possible d'éradiquer la pauvreté, de s'émanciper sous le capitalisme, sans avoir à lutter pour le renverser. Mais en réalité, nous le verrons, le revenu universel ne peut que renforcer l'exploitation des travailleurs.

Prendre en compte les fondements réels de l'économie

Pour le comprendre il faut partir des lois économiques objectives du sys-

tème de production capitaliste que Marx a découvertes et analysées.

La loi fondamentale est de produire pour réaliser un profit et non pour satisfaire les besoins fondamentaux de la société. Toute la production est organisée dans ce but. Comme l'explique Engels, le salarié effectue un « *double travail : pendant une partie de son temps de travail, il restitue le salaire que lui a avancé le capitaliste, et cette partie de son travail est appelée par Marx le travail nécessaire. Mais ensuite, il doit encore continuer à travailler et produire pendant ce temps la plus-value pour le capitaliste, dont le profit constitue une partie importante. Cette partie du travail s'appelle le surtravail* » (Engels F., *Pour comprendre le capital*).

Dans ce système, le profit est une loi essentielle, il sera d'autant plus grand que les salaires seront plus faibles ou que la journée de travail sera plus longue. « *Le capitaliste a intérêt à faire la journée de travail aussi longue que possible. (...) Le capitaliste lutte pour son profit, l'ouvrier pour sa santé, pour quelques heures de repos quotidien, pour pouvoir, en dehors du travail, du sommeil et du manger, fournir encore une activité humaine [en famille, les loisirs, du sport, des activités intellectuelles et culturelles...] (...). Il ne dépend pas de la bonne volonté des capitalistes pris isolément qu'ils veuillent ou non s'engager dans cette lutte, car la concurrence contraint le plus philanthrope d'entre eux de se rallier à ses collègues et à faire accomplir une aussi longue journée de travail que ceux-ci* » (Engels F., *Pour comprendre le capital*).

Les lois du capitalisme rendent illusoire la proposition de revenu universel comme moyen de s'émanciper de l'exploitation. Pour maintenir un profit élevé, et continuer à vivre face à la concurrence, les chefs d'entreprises tendent à réduire le salaire par rapport aux profits. Hamon fait abstraction de ses lois qui s'imposent à nous. Ainsi, cette me-

sure, si elle était appliquée serait un effet d'aubaine pour que le patronat baisse les salaires et que les travailleurs paient le revenu universel par le biais des impôts. Pour augmenter les salaires, il faut se battre dans les entreprises et imposer aux patrons de meilleurs salaires. Cela est un rapport de force : « *Le capital ne se soucie donc nullement de la santé, de la vie de l'ouvrier à moins d'y être forcé par la société* » (Engels).

Le revenu universel est de la poudre aux yeux des travailleurs

Quel est le contenu de ce revenu universel proposé par Benoît Hamon ? Il est pour le moins à géométrie variable et sa proposition ne correspond pas à un revenu universel pour tous dès son élection. Il s'échelonne en trois étapes dont la première est l'augmentation du RSA de 10% et son extension aux 18-25 ans. Son revenu universel pour tous, il le projette dans plusieurs années (quasiment à la fin de son mandat). Cela ressemble à une promesse électorale comme nous en connaissons tous à chaque élection... Rappelons-nous de la taxation des riches à 75% de F. Hollande par exemple, qui n'a jamais été appliquée ! De plus, ce revenu universel pour tous, qui est de 750 euros par mois, reste en deçà du seuil de pauvreté établi par l'observatoire des inégalités qui se situe entre 840 et 1000 euros (données de 2014).

Ce revenu universel s'attaque-t-il au capital ?

Le revenu universel proposé par Hamon, ou par tout autre « politicien », va permettre à la classe dirigeante la mise en place d'une offensive sans précédent sur les salaires ainsi que sur le système de protection collective des salariés (sécurité sociale, chômage et retraite). Lorsque le revenu universel sera versé à une partie de la population (la plus paupérisée et la plus précaire), le gouvernement pourrait instaurer « *une loi pour aider les entreprises qui embaucheraient une personne avec le revenu universel. Le gouvernement pourrait même donner des aides supplémentaires aux patrons comme ils en ont l'habitude (Crédit d'impôt, etc.), et même maintenir les droits du salarié pendant une durée déterminée, l'employeur devant faire le complément.* » (FNIC CGT). Ainsi, l'employeur qui embaucherait une personne ayant droit au revenu universel n'aurait plus qu'à lui verser un complément pour qu'elle atteigne

son salaire au SMIC. Autrement dit l'employeur paierait environ 800 euros par mois pour un salarié SMICard à temps plein ! Pire encore, sur les 750 euros de revenu universel, ni le salarié, ni l'employeur ne paieront de cotisations sociales ! Imaginons un instant la perte que cela représenterait pour les caisses d'allocations chômage, retraite et la sécurité sociale ! Cela sonnerait le glas du système de protection sociale collective pour les salariés! Ceci amenant par la même occasion une nouvelle division au sein de la classe ouvrière entre ceux percevant le revenu universel et ceux n'y ayant pas droit à la première étape de son application, le but recherché étant une nouvelle baisse de ce qu'ils appellent le « coût du travail ». « *La bourgeoisie travaillant pour elle seule, exploitant pour elle seule, massacrant pour elle seule, lui est nécessaire de faire croire qu'elle travaille, qu'elle exploite, qu'elle massacre pour le bien final de l'humanité. Elle doit faire croire qu'elle est juste. Et elle-même doit le croire. M. Michelin doit faire croire qu'il ne fabrique des pneus que pour donner du travail à des ouvriers qui mourraient sans lui.* » (Paul Nizan, Les chiens de garde).

Le revenu universel n'est pas une mauvaise chose pour le capital ! Il permettra à la bourgeoisie d'obtenir de nouvelles aides fiscales, et assurera de nouvelles baisses des salaires pour les travailleurs ! Mais tout cela dans l'intérêt commun des gens dirait alors Nizan !

En effet, comme le prétendent les politiciens partisans d'un revenu universel, cette aide permettrait aux exploités de pouvoir sortir du système salariable classique. Selon eux, le revenu universel serait alors un matelas de revenus permettant aux salariés de ne plus travailler afin d'avoir du temps pour « innover », « entreprendre », « travailler pour soi » ... en fait être toujours exploités sous une autre forme par le capital.

Les travailleurs ne seraient plus liés par un contrat salarié classique tel qu'un CDI, CDD ou autre, dans une grande entreprise. Cela rejoint l'auto-entreprenariat. Un individu se lancera « à son compte », rêvant de devenir vizir à la place du vizir, et se retrouvera face à deux possibilités : soit il échouera et son activité disparaîtra, et se conclura par un chômage déguisé, soit il réussira à survivre en trouvant une niche économique délaissée par les grands groupes en raison de faibles taux de profits. Cette situation

épargnerait en plus à l'entreprise donneuse d'ordre d'établir des contrats en bonne et due forme, d'éviter les cotisations sociales et de respecter le code du travail. Mieux encore l'entreprise n'aurait à craindre aucune bataille revendicative et collective, ni les syndicats avec un « salariat » divisé, sans contrat, sans lien collectif. C'est exactement dans la philosophie du statut auto entrepreneur ou Uber que ces politiciens bourgeois viennent puiser pour donner l'espoir à des travailleurs d'échapper aux contraintes du travail salarié. Or, ils en sortent pour y revenir sans protection, sans moyen de se battre, sans revenu salarial minimum garanti, sans durée légale de travail, etc.

La réalisation de notre émancipation ne sera pas satisfaite par une loi favorable au Capital

Le revenu universel, en tant que possibilité de trouver une activité en marge du salariat, permet à tout un chacun de rêver de s'extirper du monde du travail, de toutes ses contraintes. Mais c'est une chimère, il propose finalement aux travailleurs d'être liés à un patron d'une nouvelle manière. « Nouvelle » n'est pas exactement le terme approprié puisqu'être dépendant d'un patron sans garantie de revenu minimum, d'un temps de travail maximum, sans aucune protection ni individuelle, ni collective, sans aucune possibilité de se défendre collectivement, c'est en fait, revenir au capitalisme du 19^{ème} siècle.

Il faut au contraire exprimer cette aspiration à sortir de ce système salarial du capitalisme par la voie de la lutte collective qui n'aboutira pas par une loi mise en place par le capital mais par la destruction même de ce dernier, responsable de tous les maux de notre société.

Aucune loi ne pourra répondre aux grandes exigences du prolétariat. Toute loi du Capital ou de la bourgeoisie détournera les travailleurs de leurs revendications initiales.

Le revenu universel n'est autre que de la poudre aux yeux pour les travailleurs et une opportunité pour le capital d'améliorer son exploitation du travail.

JEUNESSE COMMUNISTE

EXPLOITATION ET PRÉCARITÉ DANS LA JEUNESSE POPULAIRE



François Hollande avait annoncé de façon péremptoire durant sa campagne en 2012 que la jeunesse serait « la priorité de son quinquennat ». Il est temps de dresser le bilan de ces cinq pitoyables années. Le taux de pauvreté des jeunes est de 23% (pour les 18-24 ans) contre 14 % pour l'ensemble de population. Les jeunes sont toujours concernés massivement par les contrats précaires, pour certains enchaînent les stages et forment souvent la variable d'ajustement dans les entreprises (ils sont les premiers licenciés). Bref il ne fait pas bon être « jeune » dans le pays de Hollande....Bien sûr, la jeunesse ne forme pas une classe en soi.

Le taux de pauvreté des jeunes est de 23% contre 14 % pour l'ensemble de population.

Elle est une catégorie sociale de personnes issues ou appartenant à différentes classes sociales. La jeunesse bourgeoise échappe largement à toute précarité comme une grande partie des jeunes issus de familles de cadres ou de professions libérales (médecins

par exemple).

C'est la jeunesse issue des milieux populaires qui paye le plus lourd tribut à la précarité, au chômage et à la misère. Elle est généralement exclue de l'accès aux études supérieures, les enfants issus de la classe ouvrière ne représentant que 11% des étudiants alors qu'ils représentent 30% des 18-23 ans. Elle n'a donc peu ou pas accès aux emplois les plus rémunérateurs et est victime d'un système éducatif qui ne fait que reproduire les inégalités sociales. La quasi-totalité des jeunes qui sortent sans diplômes du système scolaire sont souvent des enfants d'ouvriers, d'employés et de chômeurs. Or sans ce précieux sésame il est quasiment impossible d'accéder à un emploi « décent » et cela pousse à accepter n'importe quel contrat alimentaire, les travaux les plus pénibles et précaires, aux cadences infernales. Il y a quelque chose d'insupportable dans ce déterminisme social qui fait que les enfants d'ouvriers sont plus ou moins condamnés à occuper le même emploi que leurs parents ou pire. Les quelques exemples mis en avant dans les médias, les produits de la « méritocratie républicaine » ne sont que supercherie et poudre aux yeux pour masquer la réalité d'un système qui ne jure que par la naissance, la compétition et la sélection.

Il ne faut cependant pas céder à une vision catastrophiste ou alarmiste sur l'état de la jeunesse en France. La jeunesse subit aussi de la part du système capitaliste

une forte pression sociale et idéologique. Les médias nous serinent à longueur de journée que le CDI est obsolète, un archaïsme d'un autre âge, que les jeunes doivent se « retrousser les manches », travailler plus que leurs aînés, s'adapter aux nouvelles technologies, à « l'ubérisation » de la société, être plus flexible et maniable. Tous ces discours créent un climat anxiogène qui pousse les jeunes salariés à accepter une régression de leurs droits sociaux et prendre n'importe quel emploi dans n'importe quelle situation. Pour preuve, la manipulation sur les chiffres du chômage des jeunes artificiellement gonflés. Nous reproduisons ici un extrait de l'Etoile Rouge (journal de la JCML) en date de 2010 qui n'a pas pris une ride :

Le chômage, la précarité, la pauvreté des symptômes d'une maladie qu'on appelle capitalisme !

Dans les discours politiques, un chiffre est souvent brandi de manière trompeuse : un jeune sur 4 serait au chômage. Le taux de chômage des 15-29 ans était, en effet, de 24,2 % au troisième trimestre 2010, contre 9,31 % pour l'ensemble de la population. Quand on dit cela, la supercherie est de ne pas préciser qu'un taux de chômage se relève par rapport aux actifs et non par rapport à une catégorie d'âge. Ainsi, si l'on amène les chiffres à l'ensemble

des jeunes de cet âge, il apparaît que sur 100 jeunes, 8 environ sont au chômage (et non pas un sur 4!). Ce chiffre alarmiste est souvent cité pour tenter de justifier des réformes pour améliorer l'exploitabilité des jeunes prolétaires.

Le chômage, la précarité, la pauvreté ne sont pas des fatalités pour la jeunesse populaire et le prolétariat en général. Ce sont des symptômes d'une maladie qu'on appelle capitalisme ! Seul l'organisation des opprimés et exploités dans des organisations indépendantes de la bourgeoisie pourra faire avancer la lutte pour une société plus juste et égalitaire, débarrassée de l'infâme exploitation de l'homme par l'homme. Cette société nouvelle c'est la société socialiste, comme nos aînés soviétiques (dont nous fêtons cette année le 100^e anniversaire de la Révolution d'Octobre) nous l'ont montré. C'est le seul système qui a pu fournir à tous un travail utile pour la société, dans de bonnes conditions et éradiquer la misère.

Jeunes travailleurs, chômeurs et précaires rejoignez la lutte politique révolutionnaire **POUR DÉTRUIRE LE CAPITALISME ET INSTAURER LE SOCIALISME!**

Le responsable national de la JCML



LA JEUNESSE EN QUÊTE DU COMMUNISME

Le constat est amer pour tous ceux qui ont mis leurs espoirs dans le PCF : ce Parti n'est plus qu'une coquille vide. Pour tenter de pallier le vide idéologique qui le caractérise depuis longtemps, il s'est souvent caché derrière son organe de jeunesse les MJCF (Mouvement Jeunes Communistes de France). Plus dynamique, se revendiquant révolutionnaire, possédant une réelle existence dans les milieux populaires, le MJCF s'affiche comme le fer de lance d'un parti sans avenir révolutionnaire.

Et les faiblesses du PCF viennent fatalement atteindre sa jeunesse. Le manque de formation idéologique, d'encadrement efficace (par des formateurs qui n'ont plus que l'expérience à transmettre) vient inévitablement entacher l'organisation des luttes et leurs sens. Le militant MJCF se retrouve à tracter, pour des enjeux qu'il ne n'analyse pas avec l'analyse marxiste. Ils ne sont plus bons qu'à militer pour le candidat Jean-Luc Mélenchon qui a fait du PCF son premier obligé.

Les cellules se retrouvent rongées par les influences petite-bourgeoises, anarchistes, réformistes. Le ciment idéologique du marxisme-léninisme ne rassemble plus les militants issus de toutes les classes sociales, les guerres de chefs parasitent la cohérence des luttes locales. **Malgré toute la bonne volonté de ses militants, les faits sont têtus : le MJCF ne peut plus être l'organisation d'avenir des jeunes communistes.**

Après un an de travail avec cette organisation (sans y avoir adhéré), ses défauts me sautaient déjà aux yeux, le bilan était déjà lourd. Je n'ai pas touché un seul ouvrage théorique, j'ai dû me procurer moi-même le Manifeste pour avoir une idée de ce qu'est vraiment le sens du communisme. Nous tournions en rond au grès des tractages sans buts.

C'est en Mars 2016 que tout bascule, avec l'offensive contre les droits des travailleurs qu'est la loi El Khomri. C'est à l'occasion de cette lutte qu'à l'appel des **JCML** d'Albi se forme le Collectif loi travail 81. Ce collectif devait rassembler toute formation politique et syndicale se reconnaissant dans la lutte contre cette attaque du capital.

Je fis alors la connaissance des jeunes marxistes-léninistes albigeois. Leur niveau théorique et organisationnel était indéniable, ils savaient où aller. Sérieux dans les moments décisifs et francs camarades en tout instant. C'était bel et bien ce que j'attendais d'une telle organisation.

Tout au long de la lutte contre la loi El Khomri, le combat commun MJCF et JCML fit apparaître le rôle phare de l'organisation marxiste-léniniste. Malheureusement nous connaissons tous l'issue de la lutte contre la Loi Travail, cet affrontement présageant les futures tempêtes que le prolétariat devra subir. L'espoir subsiste pourtant, les esprits sont désormais marqués par un régime bourgeois qui détruit et appauvrit. **La lutte doit s'organiser, nous les jeunes devons nous former, participer aux combats aux côtés des travailleurs et des chômeurs !**

Moins d'un mois plus tard, je rejoignais enfin un véritable organe de jeunesse communiste : les Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes !

Adhérer à un parti peut effrayer au premier abord, on a peur de perdre son individualité, de se voir manipuler par une idéologie qui nous dépasse. Mais ma première année dans les JCML m'a prouvé le contraire !

Par notre formation militante et théorique, on en vient à ouvrir les yeux sur un monde qui nous paraissait étranger. Voilà que les ressorts d'un système qui nous entoure se retrouvent mis à nu. Connaître les forces qui influencent notre vie et les limites qu'elles nous imposent, c'est là peut être un premier pas vers la liberté, me disait un camarade. Je comprends et vois désormais ce qu'il veut dire.

La tâche qui attend les communistes du monde est longue et périlleuse, mais au bout du chemin, le Socialisme ! Mes jeunes camarades, la voie du socialisme scientifique s'ouvre à nous, il est temps de l'emprunter pour forger le parti qui saura faire triompher la révolution !

Louis

GREVE VICTORIEUSE SUR LE CHANTIER VINCI/RATP METRO CHATELET : LA MOBILISATION A PAYE !

Le 23 janvier les travailleurs de l'entreprise *FH service* sous-traitante d'une filiale de *VINCI* construction (la *SOGEA TPI*) se mettent en grève sur le chantier du métro Chatelet-les halles. Elle mobilisera une centaine de travailleurs d'origine kurde, turque, africaine et Bulgare. La grève sera suspendue quatre jours après avoir obtenu l'essentiel de ce qu'ils réclamaient. **Et que réclamaient-ils ? Être payés !**

Ils n'avaient pas été payés depuis plusieurs mois : de 2 à 8 mois suivant les cas. Et cela, la direction de *SOGEA TPI*, la société donneuse d'ordre en a été avertie à plusieurs reprises par les salariés. Ils avaient spontanément arrêté le travail quatre fois depuis 2004. Mais à chaque fois ils ne se sont pas organisés pour déjouer les manœuvres de division du patron de la société sous-traitante. Ainsi quand l'Urssaf bloquait les comptes de l'entreprise mise en cause, ce patron déposait le bilan et en créait une autre. (*France Ouvrage*, puis *Inter travaux*, *FC 10* et *FH Service*, etc.) Et *VINCI* ne peut pas dire qu'elle ne savait pas. C'était toujours à la même personne que les dirigeants de *VINCI* confiaient le chantier.



Cette fois-ci, la CGT est intervenue. Elle a rencontré le donneur d'ordre (les dirigeants de la Société *SOGEA TPI*) afin qu'ils assument leur responsabilité et se substituent à l'employeur défaillant en réglant l'ensemble des arriérés de salaires. La société *SOGEA TPI* a nié toute responsabilité dans cette situation. C'est suite à la grève et à l'ampleur qu'elle risquait de prendre nationalement qu'elle a cédé. Les travailleurs réclamaient **tous les arriérés de salaire ainsi que la fourniture de leurs feuilles de paie et du contrat de travail. Dans le détail :**

Paiement de l'ensemble des salaires pour tous les salariés de FH Service, de FC 10 qui travaillent, ou ont travaillé sur le chantier du métro Chatelet-Les Halles.

Régularisation de 5 travailleurs sans-papiers avec établissement des Cerfas.

Embauche par le groupe VINCI des salariés du sous-traitant FH Service travaillant sur le chantier.

Le 26 janvier 2017, les grévistes, suspendent leur grève, un accord est signé avec la société *VINCI* qui accepte le paiement des arriérés, la régularisation de travailleurs sans-papiers et l'embauche des grévistes chez *VINCI*.

Aujourd'hui 19 personnes ont été embauchées chez *TPI* (filiale de Vinci) pour finir le chantier, 5 travailleurs sans-papiers ont été embauchés par les *Chantiers Modernes* (filiale de *VINCI*). Leur régularisation est en cours. Tous les arriérés de la société sous-traitante *FH service* ont été réglés. Par contre pour *FC 10* (la société dont *FH service* a pris le relais sur le chantier), 60 personnes attendent leur paiement sur plusieurs mois. *VINCI* a bien accepté de payer mais fait trainer les choses. Mais nous restons vigilants et la solidarité de classe entre les travailleurs de différentes nationalités ou origine fait notre force contre les attaques du capital. Un grand nombre de travailleurs ont pris conscience qu'il était important de s'organiser pour lutter et ont adhéré à la CGT. Le syndicat de la construction de Turquie (*Yapi-Is*) a envoyé un message de solidarité et prévu de manifester devant le siège de Vinci (Istanbul). Cela a eu un effet important sur la détermination des grévistes montrant concrètement que la classe ouvrière est la seule classe vraiment internationaliste et qu'elle ne doit pas se laisser diviser suivant la nationalité ou les frontières nationales.

LA SOUS-TRAITANCE EN QUESTION

Alors que les médias étaient focalisés sur le « pénélope gate » symbole de la corruption qui est une caractéristique du capitalisme, cette grève qui faisait éclater au grand jour le « scandale » de la sous-traitance et de la surexploitation des travailleurs immigrés a été quasiment ignorée par les médias.

La sous-traitance n'est pas une « dérive » du système mais une pratique développée par les grands monopoles. Ils sont parfaitement au courant comment elle est organisée, contrairement à ce qu'ils affirment. A Dunkerque par exemple « *Le géant des travaux publics avait utilisé les services de sociétés pratiquant le travail dissimulé de 460 salariés polonais et roumains sur le chantier du réacteur nucléaire, entre 2008 et 2011.* ». De même, cette pratique est courante sur plusieurs chantiers de la région parisienne et elle est utilisée par tous les grands groupes. Le 7 septembre 2016 une situation similaire à celle du métro Chatelet sur les travaux de curage au 46-50 avenue de Breteuil-Paris 7eme a entraînée une grève. Ces travaux avaient été confiés à l'entreprise *CAPRON* et sous-traités à l'entreprise *MT BAT Immeubles*. **Les 25 travailleurs sans papiers** recrutés par la société *MT BAT Immeubles* pour assurer les

travaux se mettaient en grève avec le soutien de la CGT, suite à l'accident du travail dont avait été victime l'un des leurs la veille. Là aussi la lutte et la détermination des salariés ont payé !

Le système de sous-traitance s'est développé au sein du mode de production capitaliste et disparaîtra avec lui. Les deux dernières grèves ont démasqué l'hypocrisie des grands groupes. Ce que cette grève a révélé au grand jour sur la sous-traitance est tellement évident que le procureur d'île de France, la RATP et la CAPEB (Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment) ont été contraints de faire une déclaration. Patrick Liébus président de la CAPEB souhaite, « *"si tout cela est avéré", une sanction à la hauteur de l'infraction, pour que des entreprises importantes arrêtent de dire pas vu, pas pris* ». Selon lui, la RATP, *"à partir du moment où elle sait qu'il y a sur ses chantiers des salariés de sous-traitants qui sont traités de cette façon-là, devrait s'engager"*. (AFP)

Souvent le grand groupe essaye de sauver la face avec « *on ne pas savoir la façon dont l'entreprise sous-traitante organise son travail* ». Même sur ce point ce n'est pas vrai. Le travail dissimulé, non déclaré, sans papiers, sur un même chantier où le même sous-traitant change quatre fois de nom de sous-traitants est une pratique généralisée. Il est évident que cela cache quelque chose, mais le groupe ne veut pas savoir.

Pourquoi la sous-traitance ?

IL est clair qu'elle entretient un rapport de force favorable au capital dans le rapport capital travail. Citons dans le désordre : **Elle évite une concentration des travailleurs dans de grandes entités ou la solidarité peut s'exprimer plus fortement.** Quand la situation économique n'est pas favorable, le « dégraissage des effectifs » est supporté par la sous-traitance avec un risque moindre qu'une réaction solidaire des travailleurs dans le grand groupe soit organisée. C'est sur la sous-traitance que le grand groupe fait porter la réduction des prix et l'augmentation de la productivité par l'augmentation de l'intensité au travail. La réglementation est souvent non appliquée ou tournée : Les accidents ne sont pas déclarés en accident de travail, la maladie professionnelle est inconnue, l'arrêt de travail pour maladie n'existe pas, les jours ferries ne sont pas payés, la clause arrêt de travail pour intempéries n'est pas appliquée (s'il n'y a pas un syndicat qui s'en mêle). On doit travailler de 22h00 à 5h00 de matin sans pause, la riposte contre la hiérarchie pour harcèlement est impossible et comble du comble comme on l'a vu, on peut en plus ne pas être payé ! Juridiquement contrairement aux intérimaires, les salariés sous-traitants ne profitent pas des accords d'entreprise de la profession. Un exemple sur un chantier, salariés embauche et intérimaires touchent 150€ de prime de chantier, pas les sous-traitants (y compris dans des entreprises qui sont dans le même groupe Vinci). On pourrait allonger la liste...Voilà pourquoi la sous-traitance est bénéfique pour le patronat. *VINCI* peut affirmer « *Je paie la sous-traitance de la même façon que dans le groupe* ». La vérité est tout autre. On ne se préoccupe pas de savoir comment au bas de l'échelle on traite les travailleurs. Là-haut dans les sphères diri-

geantes, si les résultats sont bons, on ferme les yeux.

Leçons importantes à tirer de cette grève

Nous en avons tiré quelques-unes dans la première partie mais en voici d'autres :

La sous-traitance aggrave les divisions et la concurrence entre les travailleurs. Sans cette concurrence l'exploitation capitaliste ne pourrait exister. C'est ainsi que l'on peut entendre des élus syndicalistes dire « *je suis élu des salariés de l'entreprise mère(ou donneur d'ordre), le reste ne me concerne pas* ». Mais les luttes dévoilent aux travailleurs que les intérêts de classe entre le capital et le travail sont antagonistes. Elles montrent aussi la nécessité de renforcer la solidarité de classe. La lutte ne démasque pas seulement les patrons, mais également les faux amis ou ceux qui se présentent comme des « compagnons de lutte ». L'esprit communautaire ou le regroupement en métier selon l'origine nationale ou ethnique du travailleur a été combattu. C'est un esprit assez vieux qui a accompagné toute l'histoire du capitalisme. Voir la longue liste des postes de travail toujours interdits aux immigrés et cela jusqu'au plus haut niveau dans les administrations de l'état.

Une autre leçon tiré par les ouvriers eux-mêmes. Laissons la parole à Tayland, un ouvrier gréviste :

« Il y a des camarades qui ont participé à leur première lutte collective. Ils ont changé leur conception de la lutte, La force organisée est tout à fait différente du comportement individuel ou spontané. La preuve on a déjà essayé 4 fois la grève, on n'a pas réussi. C'est pour cette raison qu'on a décidé d'aller voir la CGT »

Un syndicat qui ne s'occupe pas des problèmes quotidiens de travailleurs, qui ne les intègre pas dans une perspective anticapitaliste à long terme ne peut développer une lutte efficace.

Un autre aspect positif de cette grève est qu'elle a entraîné un débat dans la communauté turque et kurde sur les positions opportunistes ou de conciliation de classe : par exemple mettre en avant l'origine nationale ou ethnique ou occulter l'antagonisme fondamental patron ouvrier. Un patron kurde peut très bien exploiter un ouvrier kurde, c'est ainsi sous le capitalisme.

La CGT construction de Paris, Régionale et son service d'immigration doivent être salué par leur présence dans la lutte qu'elle a soutenue avec détermination et comme elle le dit : « *que cette mobilisation serve à porter un coup d'arrêt à ces pratiques d'exploitation sur les chantiers qui risquent de s'aggraver avec les travaux du Grand Paris qui s'engagent jusqu'en 2030*»

Saluons avant tout les travailleurs qui ont eu le courage d'entamer la lutte et de la mener jusqu'au bout.

Que se fortifie la solidarité de classe des prolétaires dans la lutte pour des objectifs communs. Prolétaires de tous pays, unissons- nous !

Un travailleur du bâtiment syndiqué CGT

Le protectionnisme de Trump une politique au service de l'oligarchie américaine

Le président Donald Trump s'est fait élire en grande partie pour son programme économique qui se résume en un slogan « America First ». Sa dénonciation des ravages du libre-échange, de la mondialisation, a séduit une Amérique de l'intérieur frappée depuis plusieurs décennies par la crise économique et qui a vu une bonne partie de ses usines délocalisées dans des pays à « bas coût » de main d'œuvre. Pour remédier à la situation il a promis de refaire venir les emplois industriels et de lutter contre la concurrence jugée déloyale de certains pays comme la Chine en adoptant une politique protectionniste¹ en matière économique.

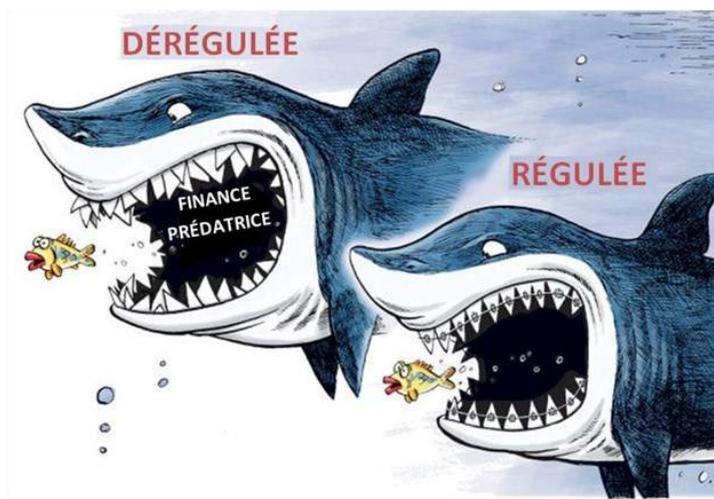
Dès son entrée en fonction il a dénoncé le traité de libre-échange signé par l'administration précédente avec une douzaine de pays (Accord de partenariat transpacifique, TPP), menacé un certain nombre d'entreprises de taxer leurs produits si elles ne relocalisaient pas leur production aux USA², annoncé son intention de taxer à hauteur de 45% les importations chinoises, ce qui provoquerait une véritable guerre commerciale entre les deux pays.

Nombre d'observateurs, notamment en France, ont vu dans cette politique le signe d'une « démondialisation », d'un « retour aux frontières ». C'est oublier un peu vite que les Etats-Unis, même s'ils se présentent aux yeux du monde comme les champions du libre-échange (et ont cherché à l'imposer partout comme l'avait fait en son temps la Grande-Bretagne au XIXe siècle), ont toujours eu à leur disposition un arsenal très développé de mesures protectionnistes pour prémunir certains secteurs de leur économie (automobile, agriculture, armement....) de la concurrence étrangère et les utiliser en fonction des intérêts de leurs monopoles.

Ainsi les réglementations économiques américaines autorisent déjà la mise en place de barrières douanières et depuis 1933 le gouvernement fédéral est obligé d'attribuer ses appels d'offre à des entreprises américaines. A noter que les grandes entreprises américaines bénéficient aussi d'avantages fiscaux qui les favorisent grandement face aux entreprises étrangères souhaitant s'implanter sur le marché américain. Le gouvernement fédéral a aussi le droit de s'ingérer dans les transactions entre entreprises des secteurs clés de l'économie et y mettre son veto si cela compromet la sécurité des Etats-Unis.

Dans un contexte d'exacerbation des tensions entre les grandes puissances impérialistes tant sur le plan diplomatique et militaire qu'économique et commercial le protectionnisme se révèle être une arme comme une autre. Cette arme protectionniste est principalement tournée contre l'impérialisme chinois qui entretient par tous les moyens le déficit de la ba-

lance commerciale des Etats-Unis vis-à-vis de lui (Notamment en dévaluant sa monnaie de manière répétée). Face à cela la mise en place de barrières douanières contraignantes est la principale mesure proposée aujourd'hui par Donald Trump pour répondre à cette guerre économique qui n'est pas seulement sino-américaine mais belle et bien mondiale (preuve en est la dénonciation par Trump de nombreux traités économiques avec le Mexique, le Canada et l'Europe).



La politique économique protectionniste de l'administration Trump a beau se couvrir des habits du retour du plein emploi pour les travailleurs et de la grandeur recouvrée de l'Amérique, elle se positionne en réalité dans la droite ligne de la défense des intérêts des capitalistes américains sur l'arène internationale et ces intérêts sont irréductiblement antagonistes à ceux des travailleurs américains qui n'ont rien de bon à attendre de cette politique. La baisse des impôts sur les entreprises (de 35 à 15 %) augmentera la rentabilité du capital investi aux USA tout comme les grands travaux projetés par le nouveau pouvoir. La dette publique au contraire ne cessera de gonfler, faisant peser un fardeau toujours plus lourd sur l'ensemble des travailleurs et justifiera des coupes sombres dans les dépenses de santé, d'aides sociales et d'éducation. Ces nouvelles mesures ont été accueillies avec grand enthousiasme et euphorie à Wall Street (dont les cours s'envolent), ce qui n'augure rien de bon pour le camp du prolétariat et qui montre bien que Trump est un fidèle serviteur de la bourgeoisie américaine.

¹ Le protectionnisme se traduit par la volonté de se préserver de la concurrence étrangère en taxant les importations et en favorisant la production nationale par une fiscalité avantageuse.

² L'entreprise Ford a renoncé à un investissement au Mexique au profit de l'Etat du Michigan après la menace d'une taxe de 35% sur les voitures produites au Mexique à destination du marché américain

Le protectionnisme

Les défenseurs du protectionnisme à la française

En France de nombreux hommes politiques (de l'extrême droite à la France insoumise) veulent mettre en place des barrières douanières pour préserver le « modèle social » français et favoriser les entreprises françaises (par une fiscalité avantageuse) dans la compétition mondiale pour promouvoir le « made in France ». Qu'il figure de Marine Le Pen ou dans celui de Jean-Luc Mélenchon, le protectionnisme, même s'il s'habille parfois de formes différentes, reste en fait toujours le même. C'est-à-dire une politique qui, fondamentalement, reste au service du capital et n'apporte aucune amélioration à la condition des travailleurs.

Le protectionnisme solidaire de Mélenchon : un vaste écran de fumée pour endormir la conscience des travailleurs

Mélenchon veut « *instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France* ». Il se rapproche pour cela de Montebourg et Yves Jégo, défenseurs du produire en France. Déjà, lorsqu'on trouve comme « amis politiques » un panel aussi large de la gauche réformiste à l'extrême droite, on peut se poser des questions. Pour cela, il veut adopter des mesures antidumping sur les industries stratégiques et mettre des droits de douane sur les produits venant de pays aux droits sociaux limités. En cela rien d'original, on reste dans les mesures traditionnelles de toute politique protectionniste menée par un Etat capitaliste, l'Amérique de Trump en tête. La seule « innovation » vient de la mode écologique dont Mélenchon s'est entichée comme en témoigne cet extrait d'un discours en date du 15 février 2017 : « *La doctrine du libre-échange nous paraît fondamentalement contraire aux objectifs que nous nous sommes donnés : produire nous-mêmes sur place tout ce que nous savons faire, pour éviter de tout déménager en permanence, et mettre à la disposition des (pays) qui ne les connaissent pas les techniques propres de production* ».

On ne reviendra pas sur le caractère particulièrement hautain, chauvin et mensonger de telles affirmations (c'est oublier qu'un Français pollue bien plus que n'importe quel habitant d'un pays émergent et que nous n'avons rien à leur apprendre ou de leçons à donner). Ici Mélenchon défend le développement de certaines industries (les énergies renouvelables par exemple) ou techniques de production par des incitations financières comme des cadeaux fiscaux (des impôts moins élevés pour les entreprises qui serait plus « propres » ou investiraient en France). Bref le candidat de « rupture » se borne à être un bon gestionnaire du système capitaliste. Il ne remet pas en cause la quête insatiable du profit à l'origine de tous les dérèglements (délocalisations, fermetures d'industries, guerres, chômage, catastrophes écologiques...etc) mais au contraire veut aider les

capitalistes français à améliorer la rentabilité du capital investi en France. En effet tout capitaliste ne fait le choix d'investir que s'il est assuré de juteux profits à venir donc s'il peut exploiter d'avantage la main d'œuvre et réduire ses coûts (notamment les salaires). De plus la mise en place de barrières douanières ne fera que renchérir le prix des marchandises courantes achetées par le peuple (il perdra donc en pouvoir d'achat). La mise en place de mesures protectionnistes, même au nom de la réindustrialisation, ne fera donc qu'accroître l'exploitation de la classe ouvrière et n'apportera pas d'améliorations en termes de salaires et de conditions de vie.

Le protectionnisme « intelligent » du Front national, une autre variante du venin réactionnaire et raciste.

Pour relancer la croissance économique, Marine Le Pen plaide pour une relocalisation des activités industrielles au sein du territoire national. A travers la création d'une Autorité de Sécurité Economique, certains secteurs stratégiques, comme la Défense, seraient protégés d'éventuels rachats étrangers. Une lutte contre la concurrence internationale déloyale avec une promotion du « Made in France » serait la matrice du projet économique du Front National au pouvoir. Marine Le Pen annonce également que les commandes publiques devront être prioritairement adressées aux entreprises françaises, dont les TPE-PME. Ces dernières sont les grandes gagnantes puisqu'elles bénéficieraient d'un autre cortège de mesures : simplification administrative, diminution significative des charges sociales et de l'impôt sur les sociétés pour les TPE-PME, facilité d'accès au crédit à travers des taux préférentiels.

De la même façon que le Front national cherche à diviser les travailleurs de France entre « nationaux » et « immigrés » en répandant ces idées racistes et islamophobes, il cherche à rendre responsable de nos malheurs non pas les capitalistes français mais les pays étrangers. En dénonçant « le libre-échange généralisé », « les traités internationaux et les organisations supranationales », les souverainistes (qu'il soit du FN ou de « gauche ») refusent de désigner les capitalistes en chair et en os, camouflés derrière les abstractions qu'ils dénoncent. Ce faisant, ils les dédouanent. Bien au contraire, par ces mesures économiques, le Front national chouchoute les entreprises et montre clairement dans quel camp il se situe. Loin de sa réputation « anti système » le FN est un parti dont la base sociale est les « petits » patrons et dont le fond de commerce est la stigmatisation des travailleurs étrangers (ou ceux considérés comme pas « assez » français) qu'ils soient présents sur le sol national ou bien à l'extérieur des frontières.

Le protectionnisme: suite et fin

Défendre le protectionnisme c'est se placer à la remorque de la bourgeoisie

Protectionnisme et libre échangeisme sont deux politiques pour un même système, ils ne changent pas les rapports du travailleur vis-à-vis du capital. Les deux produisent des effets incompatibles au bien-être des travailleurs. Il faut donc les combattre. Que Mélenchon soutienne les mêmes idées dans le fond que Montebourg, Trump et Le Pen devrait interroger tous les militants du mouvement ouvrier.

Le principal danger que représentent ces idées, c'est justement qu'elles obscurcissent la conscience des opprimés en leur désignant des leurres et des boucs-émissaires plutôt que de les aider à comprendre les mécanismes réels de la société et de l'économie. Pire elle place les travailleurs à la remorque des organisations bourgeoises en faisant croire qu'il y aurait une comptabilité d'intérêts entre ouvriers et bourgeois d'un même pays. Elle dresse les travailleurs les uns contre les autres au lieu de les unir contre leur adversaire commun, à savoir le système capitaliste-impérialiste, de quelque nationalité qu'il soit.

Célébrer le centenaire de la révolution C'est appliquer ses enseignements

Il y aura 100 ans cette année, quarante six ans après la Commune de Paris qui fut la première expérience historique du pouvoir des prolétaires sur la société, douze ans après la révolution démocratique bourgeoise russe inachevée de 1905, un peu plus de six mois après la révolution de février qui fut interrompue par la réaction blanche et la trahison menchévik, le prolétariat russe guidé par le Parti Bolchévik détruisait par la violence des masses en armes l'appareil d'Etat bourgeois-féodal tsariste, installait le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat et entreprenait, dans les conditions difficiles de la guerre civile et de l'agression extérieure impérialiste, l'œuvre historique de l'édification d'une nouvelle société débarrassée de l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme, la société socialiste, période transitoire à la société communiste.

Cet évènement capital dans l'histoire de l'humanité réalisait, sous la direction du Grand Lénine, la théorie prophétique développée par Karl Marx dans son Manifeste du Parti Communiste.

Le centenaire de la Révolution d'octobre donnera lieu à de multiples déclarations et initiatives issues de groupes auto-proclamés communistes, des trotskystes aux révisionnistes, en passant par divers courants opportunistes. Se draper dans le drapeau de la Révolution d'Octobre pour s'en prévaloir et brouiller le reniement de ses enseignements fait partie de leurs obligations imposées par le prestige de cet évènement.

Pour les communistes authentiques, ceux qui se réfèrent au marxisme léninisme comme la base théorique de leur pratique révolutionnaire, célébrer le centenaire de la Révolution d'Octobre 1917 n'est pas un rituel, il ne consiste pas à inaugurer des chrysanthèmes qui faneront après quelques jours. Il s'agit de s'emparer de ses enseignements scientifiques universels avérés par les victoires qui l'ont accompagnée, pour les appliquer à la réalité concrète



d'aujourd'hui.

Quelles sont les principales leçons théoriques et pratiques de la Révolution d'octobre, c'est-à-dire les principes scientifiques qui doivent guider toute organisation communiste véritable ?

La Révolution d'Octobre a d'abord réalisé (et donc vérifié) cette vérité affirmée par Marx et Engels que la violence est « l'accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs ».

Les bolcheviks avec à leur tête Lénine ont combattu implacablement et inlassablement tous les courants opportunistes antimarxistes présents dans le mouvement révolutionnaire qui rejetaient l'insurrection armée comme moyen de la conquête du pouvoir par le prolétariat. Ils ont su tracer la stratégie et définir comme un art les tactiques et les mots d'ordre visant à aiguïser les combats de classe pour les conduire jusqu'au point où l'insurrection était devenue possible et nécessaire pour abattre l'Etat bourgeois-féodal tsariste et réaliser la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Le second enseignement de la Révolution d'octobre, c'est que la conquête du pouvoir par le prolétariat ne peut se réaliser dans le cadre et le respect des institutions de l'Etat bourgeois, mais par la destruction de ces institutions et l'imposition de la dictature du prolétariat par les organes de pouvoir créés par les masses révolutionnaires dans le cours de la révolution. En Russie, ce furent les soviets.

Le troisième principe que nous enseigne la Révolution d'Octobre, celui sans lequel aucune révolution ne peut triompher, c'est la nécessité du Parti Révolutionnaire. Marx, Engels et Lénine ont tiré les leçons de l'échec de la commune de Paris et des autres révolutions. La principale de ces leçons c'est que pour vaincre, il faut un état major de la révolution, un parti dirigeant. Un Parti organisé, centralisé, composé des éléments d'avant-garde du prolétariat formés théoriquement, aguerris à toutes les formes des combats de classe pacifiques et violents, disciplinés et prêts à tous les sacrifices. Loin d'être un groupe de conspirateurs préparant un putsch en secret, ce Parti doit être soudé par mille liens à la classe dont il est l'avant-garde.

Comme l'a montré la Révolution d'Octobre en Russie, il a pour mission de conduire le prolétariat et les

couches sociales exploitées et opprimées à la prise du pouvoir politique par le renversement violent de l'Etat bourgeois. Cet objectif ne se décrète pas. Il est l'aboutissement d'un processus plus ou moins long et multiforme, allant de la grève économique aux luttes politiques de masse affrontant de plus en plus directement et violemment l'appareil d'Etat bourgeois, le point culminant étant l'insurrection. Lénine en a décrit les conditions générales : « Pour qu'une révolution ait lieu, il faut : premièrement, obtenir que la majorité des ouvriers (ou, en tout cas, la majorité des ouvriers conscients, réfléchis, politiquement actifs) ait compris parfaitement la nécessité de la révolution et soit prête à mourir pour elle ; il faut ensuite que les classes dirigeantes traversent une crise gouvernementale qui entraîne dans la vie politique jusqu'aux masses les plus retardataires...qui affaiblit le gouvernement et rend possible pour les révolutionnaires, son prompt renversement. » (La maladie infantile du communisme, le gauchisme). En 1930, Maurice Thorez qui appliquait alors l'enseignement fondamental de la Révolution d'octobre écrivait : « Par la grève politique de masse nous franchirons victorieusement l'étape actuelle et nous préparerons politiquement et organiquement le prolétariat à l'étape supérieure qui ne pourra être que la lutte directe pour le pouvoir et qui nécessitera l'insurrection armée ». (Les cahiers du bolchévisme n°1 janvier 1930).

Tel est le programme et la stratégie de tout Parti Communiste. Toute l'activité d'un tel parti est de construire, dans toutes les formes et les degrés de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, les étapes qui mènent à ce but.

C'est en affirmant la théorie marxiste-léniniste de la Révolution et en avançant d'étape en étape dans sa réalisation que les communistes célèbreront la Révolution Bolchévik d'Octobre 1917.



Grève générale en Guyane contre l'Etat français

Depuis plusieurs jours la Guyane connaît un mouvement social d'ampleur qui se traduit par la paralysie totale du pays. Les syndicats, soutenus par la majorité de la population et divers collectifs citoyens, réunis au sein de l'Union des Travailleurs Guyanais (UTG) ont voté samedi à l'unanimité la grève générale, à compter de lundi en Guyane.

Quel est la cause de ce mouvement et quelles sont les revendications des travailleurs et des couches populaires de Guyane ?

Principalement c'est un ras le bol généralisé face à une situation économique, sociale et sanitaire désastreuse qui a poussé la Guyane à la révolte. C'est en effet un des départements les plus pauvres de France (taux de chômage de plus de 22% contre 10 en métropole) qui souffre d'un manque chronique en infrastructures de transports, en hôpitaux, en écoles et qui est structurellement sous-industrialisé et sous-développé du fait des politiques coloniales menées depuis des siècles par l'Etat français. C'est justement l'inquiétude sur l'avenir du centre médico-chirurgical de Kourou (vendus pour un euro symbolique) qui a été l'élément déclencheur des grèves et des barrages routiers. Face aux revendications légitimes de la population, à savoir plus de services publics, l'amélioration des conditions de vie et des salaires (pour seulement rejoindre les « standards » métropolitains), l'Etat colon n'a répondu que par le mépris en envoyant une simple délégation de hauts fonctionnaires pour négocier avec les syndicats. Aucun ministre n'a daigné se déplacer, preuve de leur indifférence à l'égard de la situation pourtant dramatique des populations locales. Il a fallu attendre la grève générale entamé lundi pour que le gouvernement annonce l'arrivée de ministres en urgence.

Les grévistes ont fait preuve de clairvoyance et de détermination en refusant de participer à un tel simulacre de négociations. Ils montrent que c'est par la seule lutte et l'unité que les revendications des travailleurs ont une chance d'aboutir et de faire plier le gouvernement à la solde du capital.

**Solidarité avec les travailleurs de Guyane dans leur combat !
Seule la lutte paie !**

Pour des conditions de vie dignes et à la hauteur des besoins en Guyane !

A bas la politique coloniale de la France en Guyane !

C'est au peuple guyanais à décider de son destin !

ROCML, le 29 mars 2017

**QUI SOMMES-NOUS ?**

Le ROC-ML est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.

ROCML
Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes

Adresse électronique du ROCML
Roc.ml@laposte.net

Site du ROCML
<http://www.rocml.org>